Des journaux très coûteux

Autor(en): **Amrhein, Valentin**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): **24 (2012)**

Heft 94

PDF erstellt am: **03.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-970920

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Des journaux très coûteux

Quelques grands éditeurs internationaux contrôlent l'accès au savoir. Or, même les bibliothèques des pays riches n'arrivent plus à payer leurs abonnements aux revues scientifiques. L'avenir appartient à l'Open Access. *Par Valentin Amrhein*

Imaginez que vous publiez des revues scientifiques. A la différence des autres maisons d'édition, ce sont vos lecteurs qui officient comme évaluateurs et directeurs de publication. Vos auteurs consacrent la majeure partie de leur travail à produire pour vous les textes les mieux documentés du moment. Par ailleurs, vos auteurs sont aussi vos lecteurs, et ils se contrôlent les uns les autres : ce processus permet d'améliorer constamment les articles qui paraissent dans vos revues. Pour leurs auteurs, ces articles représentent une monnaie qui s'échange contre des postes de travail. Vous-même, vous vendez tellement bien vos revues que le bénéfice qu'elles dégagent représente jusqu'à un tiers de votre chiffre d'affaires. Cela vient aussi du fait que vos auteurs, évaluateurs et directeurs de publication travaillent gratuitement pour vous.

Si vous vous sentez interpellés par cette description, c'est que vous êtes probablement Wiley-Blackwell, Springer ou Elsevier. Ces trois maisons d'édition internationales publient plus de 40 pour cent des travaux qui paraissent actuellement dans les revues scientifiques. Personne n'est hostile au fait que les éditeurs gagnent de l'argent. Car le système fonctionne et les articles sont bons. Toutefois, ces mêmes éditeurs profitent du fait que la plupart des chercheurs qui publient dans leurs revues travaillent dans des universités et des hautes écoles financées par les contribuables.

Abonnements trop chers

Le public paie donc ces textes, mais une fois ces derniers parus, il n'y a plus accès. Les hautes écoles doivent racheter les articles aux éditeurs par le biais d'une licence, c'est-à-dire s'abonner aux revues, pour que les scientifiques, au moins, aient accès auxdits textes. Ce qui revient très cher aux contribuables.

« Les grands éditeurs augmentent chaque année le prix des revues scientifiques de 5 à 10% », explique Christian Fuhrer, de la Bibliothèque centrale de l'Université de Zurich. En avril 2012, la Harvard Library a tiré la sonnette d'alarme : elle, l'une des plus grandes bibliothèques scientifiques du monde, n'arrivait plus à payer les quelque 4 millions de dollars

annuels de frais d'abonnement réclamés par quelques grands éditeurs. La Bibliothèque centrale de l'Université de Zurich débourse dans ce dessein 4,6 millions de francs par an, ce qui représente plus de 80 pour cent de ses dépenses. L'abonnement à une seule revue peut s'élever à 20 000 francs.

«Les éditeurs font valoir qu'ils offrent des prestations toujours plus sophistiquées, poursuit Christian Fuhrer. Les critiques, eux, objectent qu'il ne s'agit pas d'un marché libre, mais d'acteurs en situation de quasi-monopole, subventionnés par les deniers publics. Certaines revues sont tellement établies que les chercheurs doivent les lire, publier dans leurs colonnes pour améliorer leur réputation – et les bibliothèques universitaires payer les abonnements.»

Accès gratuit

Christian Fuhrer coordonne le secteur de l'Open Access à l'Université de Zurich. Les directives de cette dernière – et d'autres hautes écoles – stipulent que les chercheurs et les personnes intéressées doivent pouvoir accéder gratuitement aux textes scientifiques produits dans le cadre de l'Université. Pour concrétiser cette exigence, deux stratégies différentes sont appliquées de par le monde. La première consiste à déposer les articles sous forme de fichiers sur des serveurs de documents (repository) où ils sont en libre accès, une fois qu'ils ont été publiés par les maisons d'édition. Il ne s'agit pas de la version publiée définitive, mais du manuscrit expertisé. Dans la plupart des cas, avant parution, les chercheurs doivent s'engager contractuellement à ne pas mettre à disposition librement la version définitive sur leur site Internet. S'ils le font quand même, parce qu'ils considèrent qu'il s'agit de leur travail, ils sont dans l'illégalité.

L'ancrage et la mise en réseau des repositories se poursuivent. Sur celui de l'Université de Zurich, le Zurich Open Repository and Archive, près de 45 pour cent des publications de 2011 sont en libre accès en version intégrale – une proportion importante en comparaison internationale. Mais la stratégie des repositories touche à ses limites, car les revues ne donnent pas accès aux versions publiées définitives, qui sont les plus demandées.

L'avenir appartient donc sans doute à la deuxième stratégie. Cette dernière prévoit que les revues scientifiques mettent gratuitement l'ensemble de leur contenu en libre accès. La Public Library of Science (PLoS) offre depuis quelques années des revues entières en «open access». Le principe: les universités et les institutions d'encouragement de la recherche ne proposent plus les textes aux maisons d'édition pour racheter ensuite les produits finis par le biais d'un abonnement, mais rétribuent l'éditeur au moment de la soumission de l'article pour que la publication soit accessible au public. La solution du tout en libre accès reviendrait un peu moins chère aux universités et aux institutions d'encouragement de la recherche, explique Christian Fuhrer, car elle supprimerait les abonnements et les coûts administratifs qu'ils entraînent. Mais comment inciter les revues renommées à accepter un tel système?

Selon lui, les éditeurs n'y sont pas hostiles, le paiement direct pour la publication libre leur permettant aussi de générer des bénéfices. Ils avancent toutefois des arguments que l'on entend souvent lorsque des décisions stratégiques importantes sont sur le point d'être prises: il faudrait que toutes les maisons d'édition internationales passent en même temps à l'«open access», sans quoi les pionniers seraient désavantagés. Une coordination internationale, ou tout au moins nationale, est donc nécessaire. En Allemagne, les institutions d'encouragement de la recherche se sont alliées et ont obtenu des éléments en libre accès lors de leurs négociations avec des éditeurs. «En Suisse aussi, les institutions de recherche devraient unir leurs forces pour négocier avec les grandes maisons d'édition l'introduction d'une telle formule au niveau national», recommande Christian Fuhrer. ■

Une lecture exigeante et chère. Les étudiants (à gauche, à la bibliothèque de droit de l'Université de Zurich) n'auront-ils bientôt plus accès à certaines revues (ci-dessous, à l'EPFL)?
Photos: Gaetan Bally/Keystone (à gauche), Francesca Palazzi